

La réponse à Elie Cohen et cie, est intégrée au texte, ci-dessous en rouge et en caractère différent. Gérard Filoche

POINT DE VUE

Retraites : non à la démagogie du PS !

Mardi 27 mai 2003

(LE MONDE)

Qu'est-il arrivé au Parti socialiste au congrès de Dijon ?

La poussée de quatre manifestations nationales géantes en cinq mois, (1er février, 400 000 personnes, 3 avril 580 000 manifestants dans 127 cortèges, approuvés par 72 % de français, 1er mai 300 000 manifestants le double des défilés ordinaires, le 13 mai, 2 millions de manifestants, puis le 25 mai 1 million de manifestants dans la TGM, et ça continue le 27 mai, et la grève générale s'annonce... Voilà ce qui est arrivé au Parti socialiste... mais nos quatre auteurs sont insensibles, sans doute à la pression populaire...

La volonté du peuple français de ne pas se laisser Thatcheriser par Chirac-Raffarin-Fillon... Le parti socialiste fort heureusement comprend cela, il est réceptif, et c'est sa supériorité sur les donneurs de leçons éconômistes, abstraits, biberonnés par des enseignements des écoles libérales...

Il est difficile de s'expliquer comment, à la faveur des mobilisations et du débat sur les retraites, une confortable majorité "réformiste" de 60 % a pu accoucher d'un discours d'opposition radicale et démagogique aux réformes entreprises par le gouvernement.

Hélas, chers amis, il n'est pas encore assez radical son discours d'opposition à du mal à se former. Il est en retard sur les exigences du mouvement social, sur sa maturation. Mais c'est vrai que la majorité réformiste de 60 % n'était pas homogène, et qu'il y avait en son sein des éléments qui défendaient ce que vous défendez : au fond, ils étaient pour le plan Fillon, dans la foulée de l'affreux livre blanc de Rocard, ils n'avaient rien dit contre les mesures scélérates de Balladur en 93, ils étaient prêts à exploiter François Hollande et à le tirer vers un aggiornamento à la Blair... mais il y a eu 4 opposants sur 10 au congrès et si François Hollande a gagné c'est aussi parce qu'il y a eu un, deux, trois militants sur 10 qui ont voté pour lui en pensant la même chose que ses opposants... !

Quand aux réformes du gouvernement, ce ne sont pas des réformes mais des attaques, ce ne sont des solutions mais des destructions...

Que défendait jusqu'ici le PS ? D'abord une méthode. Fondé sur la concertation, le Conseil d'orientation des retraites (COR) mis en place par Lionel Jospin devait être le lieu d'élaboration d'un consensus à minima entre tous les acteurs. Ce dispositif faisait d'ailleurs cause commune avec un autre engagement de campagne des socialistes : privilégier le dialogue social avant de se présenter devant la représentation nationale.

Mais le Cor s'est divisé moitié moitié sur le retour aux 37,5 annuités pour le privé comme pour le public. Le Cor a étudié sérieusement la hausse des cotisations sociales salariales et patronales à hauteur de 0,37% par an de 2006 à 2036 et il a jugé que ce financement pouvait permettre de faire face pendant les 30 ans à venir à la hausse du nombre de retraités. Ce n'est qu'une très simple et très ordinaire question de partage des richesses. Oui ou non ? Peut-on reprendre quelques uns des points que le capital a pris au travail depuis vingt ans ou est-ce inéluctable que le capital en prenne encore plus, est-ce inéluctable que ce soit encore les salariés, qui produisent les richesses qui soient lésés ? Ecoutez la rue, chers éconômistes, elle compte dans votre discipline, car si la rue pousse très fort (ce qu'elle fait) vos paramètres éconômiques vont devoir s'adapter..

Des objectifs et des principes ensuite. Il suffit de se reporter au texte adopté par la Convention nationale du PS de février 2002, pour se les remettre en mémoire. Au point 2.5 de cette contribution à la campagne présidentielle, les socialistes s'engageaient alors à défendre la répartition, le sort de ceux qui ont commencé à travailler jeunes, la retraite progressive, le système des bonus pour ceux qui travaillent plus longtemps, la possibilité pour les fonctionnaires d'intégrer les primes dans le calcul de leur pension, et enfin - last but not least - la nécessité de *"faire en sorte qu'il n'y ait pas de distorsion forte entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public"* (L'Hebdo des socialistes, février 2002, p. 35), c'est-à-dire, si nous décryptons bien, l'harmonisation des durées de cotisation du privé et du public.

Vous comprenez mal. Vous n'avez pas suivi les débats de près. Cela fait dix ans que dans le PS, il y a une opposition qui défend le retour aux 37,5 annuités pour tous. Notamment dans les conventions de 1996. Notamment dans la convention entreprise de 1998, notamment dans le projet 2002, notamment dans la plate forme électorale de juin 2002. En 1998, en 2002, il y a eu dans plus de 40 fédérations du Parti socialiste, des votes à 80 % ou 100 % (la Somme ou la Seine et Marne ont voté à 100 %) pour le retour aux 37,5 annuités. Mais la direction n'osait pas trancher, ni voter pour ni tout à fait pour éliminer cette revendication. Donc, dans la campagne électorale 2002 cela a été gommé, nié, puis il y a eu Barcelone, et quelques propos individuels l'ont réclamé, puis ils ont été réduits au silence, puis la pression populaire s'est fait sentir ainsi que les débats internes. Je vous résume : votre phrase sur la distorsion trop forte, relisez là à la lumière de ce que je vous raconte, et vous verrez quelle est réversible. Pas glorieuse mais réversible : pas de distorsion trop forte entre public et privé...

La leçon du 21 avril, c'est qu'il faut endiguer la misère sur laquelle prolifère l'extrême-droite, et donc il faut défendre nos retraites comme un des instruments du partage des richesses?.

Qu'en est-il aujourd'hui ? On peine à reconnaître les socialistes d'hier dans leurs expressions actuelles. Sur la méthode, alors que le gouvernement semble observer scrupuleusement la feuille de route tracée naguère par le PS, on ne peut qu'être surpris d'entendre d'importants responsables du parti proposer de procéder par référendum, c'est-à-dire d'enfermer dans une alternative binaire un débat sur lequel on préconisait il y a peu pédagogie, dialogue et délicatesse.

Attendez : seul Laurent Fabius a proposé un référendum. Ce qui serait une façon d'éteindre l'actuel mouvement social. Mais si Chirac entendait cette voix, il serait battu, et ce serait - Fatalitas ! le meilleur moyen pour lui d'abrégier son quinquennat.

Quant aux objectifs, chacun aura noté qu'ils se retrouvent presque tous dans le projet proposé aujourd'hui par le gouvernement, certains d'entre eux ayant été d'ailleurs obtenus par la CFDT, curieusement prise à parti du haut de la tribune dijonnaise.

Vous ne suivez décidément pas les débats. Vous auriez lu les motions, car ce qui compte, au moins depuis Gutenberg, c'est l'écrit, et les militants ont voté sur des textes, vous auriez vu que 4 motions sur 5 étaient contre l'allongement de la durée de cotisations des fonctionnaires de 37,5 à 40 ans, et de même pour le privé de 40 à 42 ans. Si vous aviez lu la motion majoritaire vous n'auriez pas lu la même chose, mais pas le contraire non plus : c'était flou. Il y avait question de revenir sur les mesures Balladur, il y avait question de défendre la retraite par répartition...

Certes, il manquait les 75 %, les 37,5 annuités, les 10 meilleures années, indexées sur les salaires, mais vous aurez noté que le 22 avril, quelques jours avant le vote des militants, le Bn s'est prononcé sur ma proposition pour la retraite à 60 ans à taux plein.

Bref, à bien considérer l'architecture globale de la réforme actuelle et les propositions du PS! version 2002, on se prend à penser qu'aux affaires les socialistes auraient probablement fait sensiblement la même chose que l'actuel gouvernement.

C'est parce qu'ils ont fait ce qu'ils ont fait qu'ils ont perdu le 21 avril. Vous avez le droit de ne pas évoluer, momifiés dans la pensée unique mais voilà que les socialistes évoluent dans le bon sens et que cela vous indigne...

Mais alors qu'est-ce qui a bien pu motiver ce virage à 180° qui voit à présent l'état-major de la rue de Solferino exiger haut et fort le retrait d'un texte qui aurait pu être à quelques détails près le sien ?

Hélas, ce n'était pas un virage à 180 °. Il est tardif. Pas tout à fait assez clair. Pas assez ferme. Mais c'est vrai que lorsque le congrès du Parti a voté à l'unanimité, une motion (que j'ai contribué à rédiger au sein d'une commission de 8 personnes, ne soyons pas immodestes...) pour le retrait du plan Fillon, et pour appeler à manifester le 25 mai et à élargir la mobilisation... il y a eu enfin un choix de gauche, un vrai... un choix capable de renouer les liens du PS avec sa base populaire, avec le salariat !

Renier ? Les socialistes s'en défendent en soulignant leur différence : 1) ils auraient certes allongé la durée de cotisation, mais en fonction de la pénibilité des métiers ;

Vous ne lisez pas assez près nos textes. Le choix de l'allongement de la durée de cotisations n'est pas suffisamment écarté mais le choix de chercher les financements, par le biais des cotisations sociales (cotisations sur la valeur ajoutée, CSG, cotisations sociales salariales et patronales) est nettement avancé. C'est l'alternative, vous le savez... François Hollande la dit à Dijon et encore au Bureau national du 27 mai, écoutez donc, chers économistes !

2) ils n'auraient pas tout misé sur l'allongement (à 40 ans dans le public, puis à 41 et à 42 pour tout le monde), mais aussi sur le niveau des cotisations ;

oui !

3) enfin, ils auraient garanti le financement intégral de la réforme.

Le Cor avait donné tous les éléments, déjà en décembre 2001 ! Vous n'avez pas lu, pas entendu, pas compris ?

Telles seraient les différences fondamentales permettant de distinguer une droite sauvagement libérale d'une gauche authentiquement solidaire. Tels seraient les motifs justifiant l'appel à la mobilisation dans la rue des salariés qui s'y trouvent déjà.

Oui, la droite est sauvagement libérale. oui, elle est thatcherienne, oui elle aimerait battre le mouvement social comme Thatcher a battu les mineurs britanniques, oui, elle veut accentuer l'avantage du Medef et des actionnaires, oui, Raffarin est davantage de culture anglo-saxonne qu'un homme du Poitou, oui, nous avons un combat camp contre camp entre deux conceptions de la société, solidaire ou individualiste, protection sociale contre assurance individuelle, oui la gauche et la droite ce n'est pas pareil. avec la gauche on n'a pas eu tout ce qu'on veut, avec la droite on a tout ce qu'on ne veut pas...

On pourrait certes discuter ces objections où le PS n'est pas toujours de bonne foi : ainsi, la réforme actuelle invite les partenaires sociaux à négocier rapidement la prise en compte de la pénibilité dans le calcul des durées de cotisation ; elle laisse grande ouverte la possibilité d'agir en 2008 sur le niveau des cotisations plutôt que sur leur durée (scénario probable et même difficilement évitable) ; elle s'appuie dans le même temps sur l'effet de long terme des lois Balladur de 1993, qui vont peser sur le niveau des pensions...

Oh, vous défendez donc Fillon ? En vous interrogeant sur la bonne foi du PS ? La réforme actuelle n'est pas une réforme mais une attaque, pas une solution mais une régression, pas une défense mais un sabotage de la retraite par répartition. Les mesures Balladur, les pires jamais prises, vont replonger des millions de vieux dans la pauvreté, vous nous ramenez au 19^e siècle, alors que la France n'a jamais été aussi riche et capable de permettre une fin de vie heureuse et décente à partir de 60 ans...

On doit aussi reconnaître que le financement de cette réforme reste incomplet et repose sur un pari difficile à gagner - celui de l'emploi - tout en s'interrogeant sur les moyens préconisés par les socialistes pour remédier à la difficulté : est-il réaliste de vouloir faire payer davantage les entreprises ?

Oui, c'est réaliste de vouloir corriger la tendance de ces 15 dernières années, celle où les salaires reculent de 11 points par rapport au capital. C'est réaliste de ne pas vouloir que ça s'aggrave. C'est réaliste de vouloir une redistribution des richesses dans une France où 5 % des gens possèdent 50 % du patrimoine. C'est réaliste de dire que les employeurs, les actionnaires doivent mettre la main à leur poche. Ce n'est pas seulement réaliste, c'est nécessaire, indispensable, urgent, sinon il y aura d'autres 21 avril plus graves...

Et, à supposer que l'on puisse le faire, la solution est-elle à la hauteur du problème ?

Mais là n'est pas le problème de fond : nul ne nie les insuffisances de cette réforme. La question centrale est plus politique que technique : ces insuffisances justifient-elles qu'on la rejette et que l'on attende la prochaine alternance pour rouvrir un dossier si souvent et si longtemps ajourné ? Est-ce cela que souhaitent aujourd'hui les socialistes ? Veulent-ils vraiment être en situation de conduire eux-mêmes une réforme qui coûterait cher à leur clientèle électorale ? Il suffit de dérouler l'hypothèse pour en percevoir la faible vraisemblance.

On ne comprend pas vos sous-entendus, ou alors on les comprend trop. Vous êtes si persuadés qu'il n'y a pas d'alternative au plan Fillon que vous croyez que la gauche, soumise à vos théories économiques, ne peut faire autrement et que le reste est hypocrisie. Mais c'est vous qui êtes englués dans le brou de noix !

Oui, la solution est POLITIQUE, écoutez donc la voix populaire montante, écoutez la défense de nos retraites, de la sécu, de l'école publique, des services publics, de la répartition, sortez de vos clichés déconomistes de gauche-centre-gauche-droitiens on ne sait plus où vous êtes... Votre discipline vous a tellement assujettis à la pensée unique que vous n'avez plus de recul, plus d'alternative réelle au libéralisme

Reste que le scénario d'un nouvel ajournement n'est pas à exclure et que le PS contribue, par ses choix, à le rendre possible. Or chacun doit être bien conscient du coût économique et à terme social d'un nouveau retard : plus on attend, plus la réalité des départs massifs à la retraite commencera à peser sur les financements et plus ceux qui le peuvent feront le choix d'un système par capitalisation de fait. Bref, ceux qui agitent aujourd'hui le chiffon rouge en prétendant défendre les plus modestes prennent en réalité la responsabilité d'encourager le développement d'un système infiniment plus inégalitaire.

Oh la, la... Défense de Fillon encore plus rude que Madelin... Inconditionnelle. On remarque d'ailleurs qu'à ce stade vous n'argumentez plus, vous assenez, vous ne donnez plus de chiffres, vous polémiquez, jugez, excluez, tempêtez...

Plus largement, une gauche qui se réclame si bruyamment de la lutte contre les inégalités peut-elle plus longtemps passer sous silence les problèmes d'équité, de justice sociale et de solidarité intergénérationnelle que pose toute réforme des retraites ?

Oui, c'est vrai, ça pose le problème de la redistribution des richesses... On veut ou on veut pas ?

Car l'équité concerne aussi les "distorsions fortes" entre le secteur privé et le secteur public, entre les régimes spéciaux et le régime général, et accessoirement entre la génération qui aura pleinement tiré parti de carrières continues et d'emplois protégés et la génération fragilisée par l'instabilité généralisée.

Triste tableau, triste chantage qui cherche à opposer les précaires aux nantis... On connaît.

On ne peut croire que le PS ait oublié cet aspect du problème.

Merci...

Alors, va-t-il clarifier sa position ? La réponse à ces questions intéresse autant l'opinion publique que ses nouveaux camarades de la CGT !

Oh la, la, le niveau monte !

Si toutefois le PS était conscient à la fois de sa responsabilité et des exigences de justice sociale que nous venons d'évoquer, alors comment comprendre la violence des propos qui ont été tenus à Dijon ?

Violence, vous êtes sûrs ? la violence des propos de Dijon ?

Pourquoi cet apparent ralliement à un front du refus dont il a pourtant pu mesurer, au pouvoir, la capacité à bloquer toute réforme (que l'on songe à la tentative avortée de réorganisation du ministère des finances) ?

Un front du refus ? En tous cas, une majorité de syndicats... vous savez des syndicats MAJORITAIRES... (et beaucoup plus démocratiques qu'avant, qui consultent leur base, qui ne dictent les luttes pas mais écoutent leur base...) 90 % des syndicats ! Et Chereque a 70 % de opposants qui continuent de lutter malgré sa défection ! C'est vous qui parliez de démocratie sociale ?

S'agit-il d'une revanche sur le 21 avril ?

oui, là vous mettez le doigt sur quelque chose de vrai. Le 21 avril, la gauche avait 42,96 % des voix contre 40,56 % des voix à la droite. Le peuple de France est plutôt sociologiquement de gauche et de temps en temps il l'est électoralement quand la gauche semble répondre à ses attentes...

Faut-il faire intervenir l'algèbre compliquée des jeux d'appareil ? Assisterait-on à une instrumentalisation moralement douteuse de l'idéalisme des militants par des caciques qui savent parfaitement à quoi s'en tenir ? L'unité retrouvée du parti se serait-elle faite aux frais du bon sens et du rapport adulte à la réalité que !! #39;on attend d'un parti de gouvernement ?

Caciques vous-mêmes !

Il nous est difficile de trancher à la place des bien nommés "responsables". En revanche, il est possible d'affirmer qu'il y a toujours un coût politique et économique aux discours tenus dans l'opposition, car la gauche est appelée à revenir au pouvoir. Or, en pleine réforme des retraites, la charge du PS pourrait bien s'avérer au final un terrible attentat contre l'avenir.

Non, un espoir immédiat et futur, un immense espoir !

Pas seulement celui du gouvernement en place, mais aussi celui du PS lui-même.

Pour vous vraiment la gauche et la droite cest pareil. Ce sont vos idées qui nous ont fait perdre le 21 avril !

Si la réforme finit par passer, il est en effet peu probable qu'une future majorité socialiste décide de l'abroger, pas plus que le gouvernement Jospin n'abrogea les lois Balladur de 1993.

Erreur encore, vos horoscopes retardent sur les évènements. François Hollande, a Dijon et encore ce soir en Bn a dit et redit que si nous revenions au pouvoir solennellement c'était une alternative politique, il abrogerait le plan Fillon sur les retraites. Il a même insisté sur le fait qu'ainsi il voulait ouvrir une alternative politique !

Mais, entre-temps, la gauche aura affaibli sa propre crédibilité et un peu plus hypothéqué les ressources de la réforme dans ce pays. Elle aura également perdu la confiance de celles et ceux qu'elle tentera alors de réunir à la table des négociations.

Baratin, vous perdez les pédales, regardez donc les défilés, les sondages, Soutenez donc ceux qui luttent faites qu'ils gagnent ! certains sont en grève depuis trois semaines, d'autres vont le faire le 2 juin, et après, ils ont raison, cest eux la vie, le social, le collectif, la solidarité, l'avenir ! Tout doit converger pour les faire gagner contre Raffarin-Thatcher, il ny a pas de fatalité à leur défaite comme vous l'espérez !

Etre en minorité n'autorise pas à s'affranchir de toute éthique démocratique. Le travail de l'opposition ne consiste pas à dire systématiquement le contraire de ce que l'on fera, voire de ce que l'on pense. Il serait bon que les socialistes le comprennent et qu'ils mettent fin à ce jeu d'acteurs à la fois nocif et suicidaire. Le devoir des observateurs que nous sommes est en tout cas de le leur signifier et de leur tenir lieu de mémoire quand celle-ci vient à faillir.

Que le PS entende et soutienne le mouvement social est un grand pas en avant. De ce point de vue, vive le congrès de Dijon ! Gérard Filoche

Elie Cohen est directeur de recherches au CNRS, **Jean-Baptiste de Foucauld** est ancien commissaire au Plan, **Xavier Gaullier** est sociologue (CNRS), **Pierre-Michel Menger** est sociologue, directeur de recherches à l'Ehess et **Bernard Perret** est économiste.